HAL
open science

LE COMPORTEMENT ELECTORAL DES POPULATIONS NOIRES EN AMERIQUE LATINE.

Carlos Agudelo

To cite this version:

Carlos Agudelo. LE COMPORTEMENT ELECTORAL DES POPULATIONS NOIRES EN AMERIQUE LATINE.. Blanquer, Jean-Michel et al. Voter dans les Amériques, Editions de l'Institut des Amériques, IHEAL, Paris III, pp.319-327, 2005. halshs-00158893

HAL Id: halshs-00158893

https://shs.hal.science/halshs-00158893

Submitted on 1 Jul 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Voter dans les Amériques,
Sous la dir. de Blanquer, Jean-Michel et al.
Editions de l'Institut des Amériques, IHEAL, Paris III,
Paris, 2005.
pp. 319-327

LE COMPORTEMENT ELECTORAL DES POPULATIONS NOIRES EN AMERIQUE LATINE. UN REGARD A PARTIR DU CAS COLOMBIEN[1]

Carlos AGUDELO
Sociologue - IHEAL

A différence des Etats Unis, les études en sciences politiques sur le comportement électoral des populations en Amérique latine prennent rarement en compte la variable ethnique ou raciale. Nous sommes confrontés à cette absence dans le cas des populations noires latino-américaines[2]. Néanmoins, il faut attirer l'attention sur la difficulté à définir, dans ce cas, qui est noir et qui est mulâtre. En effet, l'identité raciale ou ethnique est une construction historique, sociale et politique et ces populations sont en même temps des hommes, des femmes, des jeunes, des paysans, des ouvriers, des étudiants, des habitants d'un quartiers, des employés. Cela veut dire que nous nous trouvons face à des acteurs possédant des identités multiples, et que cette diversité a des implications sur les formes que prennent leurs actions politiques.

Ces populations appelés noires, ou plus récemment afrodescendants, supposés faire partie du moule des nations métisses, républicaines, citoyennes, et dans lesquelles l'espace de l'altérité a été réservé aux indiens, sont restées dans la plupart des cas des citoyens de deuxième ou troisième rang. Pour eux, La mobilité sociale, même si elle existe, est réduite : les statistiques développées par certains Etats et par ailleurs par des organismes nationaux et internationaux montrent les dimensions de la ségrégation socio-espatiale, les formes de discrimination dans l'accès à l'emploi, l'éducation, la santé et les autres services publiques,

[1] Communication présentée au Colloque international « Voter dans les Amériques », organisé dans le cadre du projet « Institut des Amériques » par le CEC, l'IHEAL-CREDAL, l'OPEA, et le CERVEPAS. Paris, La Sorbonne, 27 et 28 novembre 2003.
[2] Selon certaines sources en Amérique latine et les Caraïbes il y a environ 150 millions d'habitants d'origine

l'inégalité de traitement dans les salaires, et finalement la sous-représentation dans les espaces politiques.

Dans le cas de l'Amérique latine, même s'ils ne sont pas nombreuses, les études sur ce qu'on peut appeler le « vote noir » et plus largement le comportement politique des populations noires font dans le cas du Brésil figure d'exception. Etre le deuxième pays de l'Amérique après les Etats Unis à avoir le plus de population noire (79 millions de personnes) y est pour quelque chose. Nous devons prendre en compte aussi le fait que c'est au Brésil que se trouvent depuis les années 1930 des mouvements noirs avec une incidence significative. Nous constatons plus récemment l'inclusion dans la constitution nationale de 1988, des articles qui définissent la discrimination raciale comme un délit à punir, la reconnaissance des droits culturelles, le droits de propriété des terres habités pour les populations noires peuplant d'anciens quilombos[3], et l'établissement d'organismes d'l'Etat pour traiter des problématiques concernant ces populations en particulier. Enfin, à partir des années 1980, les expressions sociales, politiques et culturelles noires deviennent plus nombreuses et d'avantage visibles avec une certaine reconnaissance de la part de l'Etat, lequel accepte finalement de façon explicite que la fameuse « démocratie raciale brésilienne » a bien des fissures notables.

La Colombie, avec une population d'origine africaine que peut se situer entre 18% et 22% de la population totale (quelques 10 millions d'habitants), est aussi un pays où les études des sciences sociales sur ces populations commencent à devenir plus nombreuses à partir des années 1990, simultanément avec la reconnaissance par la Constitution Nationale de 1991 des noirs en tant que groupe ethnique (sous certains conditions) , avec le processus de mobilisation social et politique qui s'ensuit. D'autres pays comme le Costa Rica, le Nicaragua, l'Honduras, l'Equateur et l'Uruguay commencent également a traiter le sujet a partir de faits comme certains changements constitutionnels et/ou la présence dans la scène politique publique des leaders noirs avec un discours sur l'identité et les droits des afrodescendants. A partir des années 1990 il y a d'ailleurs une vague de discours et pratiques dans l'espace international que stimulent la validité à parler en termes des mobilisation raciale et ou ethnique pour les populations noires en suivant l'exemple des indigènes, largement reconnus a ce niveau. En effet, soit des ONG internationales de droits de l'homme, de coopération, de développement ou environnementales, soit les grandes agences des bailleurs de fonds (BM, BID), soit des organismes comme l'ONU et l'OEA, commencent à considérer

africain.

[3] Territoires habités pour des esclaves en fuite que deviennent microsociétés que résistent en dégrées divers aux esclavagistes

les populations noires et leurs organisations comme des interlocuteurs légitimes dans leurs agendas. La Conférence de Durban contre le racisme (2001) a été également un espace dans lequel les afrodescendants de l'Amérique latine montent d'un rang dans leur processus de visibilisation. Ce fait va se traduire au niveau des dynamiques politiques nationales en un élément utilisé largement pour les acteurs politiques noirs.

Dans cette communication je vais présenter quelques éléments sur le comportement électorale des populations noires en Colombie[4]. A partir du cas colombien et avec l'appui des études faites sur le Brésil je vais essayer de ébaucher quelques conclusions qui sont en réalité un point de départ vers des études plus solides sur le sujet. Etudier le comportement électoral des populations noires devient pertinent à partir du moment où cette population se démarque en tant que groupe social ou politique.

1. LE CAS COLOMBIEN

Apres l'abolition définitive de l'esclavage des populations noires en 1851, la participation à la vie politique faisait partie des stratégies d'adaptation, des moyens mis en œuvre pour être reconnu en tant que citoyen et avoir accès à la promotion sociale au sein d'une société qui accordait officiellement des droits mais qui, dans la pratique, maintenait en vigueur des préjugés raciaux méprisants [Whitten 1992].

Les populations noires ont pris part à l'action politique ; pourtant, elles ne l'ont pas fait comme un groupe particulier de la société mais conjointement à d'autres secteurs de la population, sans distinction spécifique.

Bien qu'ils aient participé activement à la dynamique politique du XIXème siècle et qu'ils soient parvenus à obtenir un plein statut de citoyens à partir de 1851, les habitants noirs du pays n'avaient quasiment aucune chance d'accéder au rang de dirigeants locaux, même dans les régions où ils étaient majoritaires. Une grande partie du personnel administratif des institutions locales, régionales ou nationales représentées à l'échelle municipale (mairie, douanes, impôts, justice, santé, éducation, etc..) était composée de personnes métisses et blanches qui provenaient d'autres régions ou appartenaient à la minorité de population non noire de la localité. Les charges soumises à l'élection étaient également accaparées par l'élite blanche et métisse locale, à quelques exceptions près qui permettaient la présence sporadique de quelque mulâtre ou de quelque noir parvenu à un meilleur statut social en raison de son

[4] Cela fait parti**e** des études développés dans ma thèse. Agudelo, Carlos, « Populations noires et politique dans le Pacifique colombien. Paradoxes d'une inclusion ambiguë », Thèse de doctorat en Sociologie, IHEAL – Université Paris III, Paris, 2002.

pouvoir économique et/ou pour avoir eu accès à l'éducation. Selon les statistiques –partielles– obtenues en ce qui concerne le début du XXème siècle, la population noire –située, essentiellement, parmi les secteurs les plus pauvres de la population et, dans le cas de la côte pacifique, dans les régions pauvres et éloignées du centre du pays– devait compter l'un des plus hauts indices d'analphabétisme, ce qui, jusqu'en 1932, constituera le principal argument légal employé pour empêcher la participation des populations noires aux débats électoraux ou aux postes administratifs[5]. Jusqu'à cette année-là, les conditions requises pour prétendre exercer le droit de vote étaient de savoir lire et écrire et de posséder quelque propriété[6].

1.1 Participation politique des noirs au XXème siècle

Cependant, vers la fin des années 1920, les dirigeants politiques mulâtres et noirs commencent à apparaître avec force en des lieux tels le Chocó, le nord du Cauca et Buenaventura. Ces nouvelles élites sont parvenues à faire des études dans des universités de l'intérieur du pays et à leur retour dans leurs régions d'origine elles remplacent progressivement les minorités blanches et métisses qui contrôlaient jusque-là le pouvoir politique local. Dans quelques cas, les dirigeants locaux en viennent même à jouer un certain rôle sur le plan régional et national [Agudelo 2000].

L'éducation aura été un tremplin décisif pour que les noirs parviennent à des charges de l'administration locale et à des responsabilités politiques et pour qu'ils deviennent les nouveaux intermédiaires entre les bureaux régionaux et nationaux des partis politiques. La plupart des noirs qui parvenaient à entrer dans les universités de l'intérieur du pays faisaient des études de Droit. Ce type de formation correspondait à une étape idéale pour s'immiscer par la suite dans l'exercice de la politique.

1.1.1 Dimensions raciales de la politique ?

La plupart des habitants noirs de la Colombie ayant pris part à la dynamique politique nationale l'ont fait à partir de liens avec le parti libéral. L'adhésion massive des populations noires au libéralisme s'explique, sur le plan historique, par la position de ce parti contre l'esclavage et par l'attitude des chefs conservateurs qui, dans des régions où le nombre

[5] D'après le recensement de la population de 1918, le taux moyen d'alphabétisation était de 32,5 % au niveau national, tandis qu'il n'était que de 23,7 % pour le Chocó, sur la côte Pacifique [Helg 1984].

[6] En 1929, la *Cédula de Ciudadanía* a été instituée comme document d'identité qui sert également de carte d'électeurs. A partir de cette date, ceux qui la détenaient pouvaient voter sans restriction à l'occasion des élections municipales et des élections d'assemblées départementales. Le fait de savoir lire et écrire continuera cependant de s'imposer comme une condition pour voter dans le cadre des élections présidentielles et législatives, jusqu'en 1932.

d'esclaves était important, comme dans l'actuel département du Cauca, s'opposaient au contraire à l'abolition de cette pratique.

Le discours sur l'égalité des droits que prônait l'idéologie libérale attirait particulièrement ceux qui cherchaient une place dans la société et qui étaient désireux de voir reconnu leur caractère de citoyens. Un autre facteur, plus récent, va cependant aussi avoir des répercussions sur le maintien d'une majorité libérale parmi les populations noires : l'arrivée du Parti Libéral au gouvernement, en 1930, après une longue période d'hégémonie conservatrice. En outre, la levée des restrictions relatives à l'exercice du vote, en 1932, sera ressentie comme une mesure en faveur des populations noires, lesquelles, en raison de leur analphabétisme et de leur pauvreté, en étaient jusqu'alors privées.

La constance, jusqu'à nos jours, de l'adhésion au libéralisme par une partie importante des populations noires, est liée au développement de logiques de clientèle qui se sont implantées dans ces régions et qui perdurent et s'adaptent aux conditions actuelles.

Dans le processus de consolidation des élites noires et mulâtres, l'appel au "vote racial" a également fonctionné : on exhortait les habitants à soutenir des candidats originaires de la zone, quand bien même l'incitation à voter s'est plus explicitement exprimée à partir de l'identification régionale et partisane. Dans la région de la côte Pacifique de la Colombie, la relation entre race et région est apparue assez clairement et les élites politiques qui se sont formées étaient à la fois noires, originaires de la zone et libérales.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un facteur déterminant à lui seul, l'appel au vote racial a dans tous les cas fonctionné comme un stimulant électoral, au bénéfice du parti libéral et lié à la variable de l'appartenance régionale. L'identification "noirs/Parti Libéral" est importante pour comprendre l'origine d'une adhésion partisane qui se maintient aujourd'hui encore, même si les facteurs qui peuvent l'expliquer se sont transformés avec le temps. Ainsi, l'exhortation à une nouvelle identification, sous la bannière de revendications ethniques, proposée par quelques mouvements politiques noirs qui vont émerger sur la scène publique dans les années 1990 n'est pas parvenue à éveiller un grand intérêt de la part de l'électorat.

1.2 Les impasses de la participation électorale des mouvements noirs[7]

La participation aux élections de l'Assemblée Nationale Constituante, en 1990, a été la première expérience électorale de l'actuel mouvement ethnique noir. Plusieurs réunions seront organisées en présence de ces groupes, auxquelles prendront également part quelques-uns des

[7] Nous reprenons, dans cette partie, certains des éléments avancés in Agudelo (1999).

leaders noirs ralliés aux forces politiques traditionnelles ou à celles de la gauche. Au cours de ces réunions, il sera question de l'éventualité, pour les populations noires, de proposer leurs propres candidats à l'Assemblée Constituante. Quelques efforts seront faits en vue de la présentation d'une liste unifiée au nom de ces mouvements, qui, cependant, ne se concrétisera pas étant donné les nombreuses divergences existant entre les différents groupes présents. Finalement, plusieurs candidatures seront lancées sans qu'aucune ne parvienne à réunir un nombre de votes suffisant pour obtenir un siège au sein de cette assemblée.

L'hétérogénéité des secteurs qui confluaient sous la dénomination générique de "mouvements noirs" commença à être perceptible à partir de cette première tentative visant à définir une plate-forme politique commune et une liste électorale unie. De telles divergences vont devenir plus manifestes encore au cours des expériences électorales suivantes. Le manque d'expérience politico-électorale et la faible capacité à s'organiser de nombre des secteurs qui ont pris part à ce processus "pré-constituante" ont également fait barrage à la réalisation d'accords ponctuels.

1. 2. 1. La circonscription spéciale des communautés noires

A l'occasion des élections législatives de 1994, 12 candidats issus de mouvements noirs et inscrits dans le cadre de la circonscription spéciale établie par la loi 70 de 1993 (loi de communautés noires qui a suivi la reconnaissance faite aux noirs dans la CN de 1991) sont en concurrence. Tandis que certaines candidatures représentent des mouvements depuis longtemps consacrés à un travail d'organisation auprès des populations noires, d'autres naissent parallèlement à la conjoncture électorale.

S'il est vrai que le discours ethnique était relativement nouveau dans le Pacifique, on pouvait supposer que les trois années passées depuis la promulgation de la nouvelle Constitution, destinés à la mise en œuvre d'un travail d'organisation dans toute la région, permettraient une mobilisation plus importante de la population noire, majoritaire dans cette région. Les résultats montrent néanmoins que ce ne fut pas le cas. En effet, seulement 12 % des électeurs de la côte Pacifique votèrent pour des candidats issus des communautés noires, tandis que les 88 % restants se prononcèrent en faveur de candidats du parti libéral.

Au moment du vote, la plupart des votants de la région, pourtant sensibilisés au discours ethnique et mobilisés par le processus d'organisation visant à leur permettre l'acquisition de

droits territoriaux inédits, ne l'ont pas fait en faveur des candidats des mouvements noirs mais pour leurs patrons électoraux de toujours.

1.2.3. Les élections de 1998 à 2001.

Entre octobre 1997 et mai 1998, plusieurs séries d'élections ont eu lieu, en Colombie : élections municipales (maires et conseils municipaux), départementales (assemblées, gouverneurs, Chambre des Représentants), et élections nationales (Sénat et présidence de la République). A l'occasion de ces élections, les candidats de mouvements ethniques noirs ont également été présents et, une fois encore, le bilan de leur participation ne leur fut pas favorable.

La seule personne à inclure les revendications de la population noire dans son discours, sera Piedad Córdoba, élue au Sénat en 1998 (inversion) : femme noire qui avait pris part à l'élaboration de la Loi 70 et dont la trajectoire politique est liée au Parti Libéral. Córdoba gagnera de nombreux votes parmi les populations noires ; pourtant, bien qu'elle les ait prises en considération, sa campagne électorale n'aura pas donné la priorité aux revendications ethniques.

En ce qui concerne les élections au niveau local, on recense également quelques expériences de participation de la part de mouvements ethniques noirs, avec des résultats semblables à ceux du Congrès. Dans certains cas, les mouvements ethniques noirs ont appuyé sur le plan électoral des candidatures qui provenaient d'autres forces politiques. Dans quelques autres situations, leurs membres sont parvenus à être élus à l'échelle de conseils municipaux, mais, bien souvent, leur accès à des charges soumises au suffrage universel était alors avant tout lié au fait soit qu'ils avaient intégré des coalitions et établi des alliances qui se sont révélées gagnantes, soit qu'ils avaient pris part à la bataille électorale, et cela non pas au nom de mouvements ethniques, mais en représentation d'un secteur politique traditionnel (Libéral).

Le bilan relatif à la présence de leaders noirs dans les espaces soumis aux élections reste ainsi assez limité et l'on peut noter qu'alors que la Loi 70 compte déjà 10 ans d'existence, la consolidation des organisations noires et leur rôle d'acteurs politiques autonomes sur le terrain électoral connaissent encore de nombreuses difficultés.

Pour les mouvements noirs, outre le phénomène de l'abstentionnisme, il est très difficile de faire face aux exigences d'un votant chaque fois plus pragmatique, qui recherche des bénéfices matériels concrets que les mouvements ethniques ne sont pas en mesure d'offrir

dans le cadre d'une transaction électorale. De plus, le poids de la tradition des préférences électorales continue d'avoir une importance non négligeable au moment des prises de décision des votants. Si, à ces premiers facteurs, on ajoute la fragmentation du mouvement noir –notamment sur le plan politique–, l'absence d'une plus grande expérience sur le terrain électoral et sa difficulté à élaborer un discours revendicatif avec lequel puissent s'identifier ses bases sociales et politiques potentielles, on perçoit plus clairement pourquoi il est si difficile, pour lui, de parvenir à sortir de la marginalité politico-électorale dans laquelle il se trouve actuellement.

En plus de ces éléments qui concernent l'action des acteurs et les caractéristiques propres au fonctionnement du système politique, il faut également prendre en considération un aspect supplémentaire de par son rôle historique : c'est la manière dont se sont construits les clivages politiques de la société colombienne. Ce sont, en effet, les partis libéral et conservateur qui ont été porteurs de l'altérité fondamentale, et non pas les différenciations ethniques ou sociales, dissimulées ou éclipsées par les antagonismes politiques, voire bipartites.

2. ETUDES SUR ELECTIONS ET ACTION POLITIQUE DES POPULATIONS NOIRES AU BRESIL

Même si on est loin du nombre d'études sur le « vote noir » aux Etats Unis, il faut souligner une certaine importance du sujet dans les sciences politiques brésiliennes. Ces études affirment de façon générale qu'il existe des comportements différenciés dans la façon de voter de la part des populations noires. Guimaraes (2001) nous présente une synthèse complète des études sur le comportement politique des noirs au Brésil. Nous avons repris quelques éléments de son travail afin d'illustrer l'état de la question dans ce pays.

De l'appui à l'empereur (moitié de XIX jusqu'à le début de la République en 1888) - qui était plus pour l'abolition que les fazendeiros (les grandes propriétaires terriens) -, les noirs s'éloignent des républicains « europeisants » et racistes pour revenir en force et appuyer le gouvernement populiste de Vargas (1930). Ce régime établit des mesures de protection envers les travailleurs et les plus pauvres, parmi lesquels les noirs étaient majoritaires [Freyre, 1956], (Andrews, 1991). Lamounier (1968) affirme la tendance des noirs à voter et à militer du coté des travaillistes après avoir appuyé le populisme de Vargas.

La première analyse à partir de données électorales est fait par Souza (1971). Selon cet étude, en croisant des données sur des facteurs de classe et de niveau d'éducation, les noirs pressentent des comportements différenciés par rapport aux autres secteurs de la population.

Souza démontre aussi comme en 1960 les noirs votent plus pour le candidat travailliste Jumgo que le reste de la population, toutes classes confondues.

Le même étude montrait comment dans certaines régions de Brésil existaient des tendances raciales. Les noirs votaient massivement pour un parti (le PTB) pendant que les blancs et les métisses le faisaient pour les conservateurs du UDN. (Souza, 1971).

Dans les années 1980 le candidat présidentiel et leader du PTD, Leonel Brizola va considérer la question raciale comme un point important de son programme. Pour lui, il fallait articuler race et classe pour résoudre les problèmes sociales du Brésil. Silva et Soares (1985) illustrent pour les élections fédérales, des tendances claires de la part des noirs à voter pour les candidats travaillistes.

En 1988 la nouvelle constitution va permettre aux analphabètes de voter. Etant donné qu'une bonne partie de la population analphabète était noire, ce changement est perçu comme favorable a l'augmentation du niveau de participation des noirs dans la vie politique. En 1989, le vote pour Benedita Da Silva, femme noire d'origine populaire, membre du PT, va déclencher une grande réponse du vote noir dans l'état de Rio de Janeiro.

Castro (1992), montre comment les plus pauvres entre les noir()s ont une tendance plus forte à l'apathie tandis que les plus aisés et avec plus haut capital culturel, ont une tendance majoritaire à voter pour la gauche. Berquo et Alencastro (1992), font aussi un étude sur les tendances des noirs vers un vote ethnique ou raciale dans les états fédéraux de Sao Paulo et Espirito Santo. D'autre part, un étude de Goldman (2001) nous présente comment les tentatives directes de participation électorale des mouvements noirs n'ont pas été un succès en prenant l'expérience de Bahia (c.f. Le cas de la Colombie).

Sur la composition raciale du Congres nous avons trouvé l'article de Ollie (2000). Il fait état de la sous représentation des noirs au parlement[8]. Selon l'auteur, c'est de là que se dégage l'efficacité réduite du travail développé par les parlementaires noirs.

Les parlementaires noir()s font parti de plusieurs organisations politiques, mais à l'intérieur de celles–ci quelques uns tentent de promouvoir des mesures et des revendications qui favorisent les populations noires. Mais cela n'a pas toujours été le cas. Ollie montre comment la situation a évolué. Avant les années 90 la majorité des parlementaires noirs ne s'identifiaient pas en tant que tels, et en conséquence ne travaillaient ni dans le parlement ni à l'intérieur de leurs partis pour des revendications noires.

[8] De 513 députés et 81 sénateurs on trouve entre 1983 et 1987 : 4 députés noirs (0.8%) ; entre 1987 et 1991 10 sont noirs (2.%) ; entre 1991 et 1995 16 sont noirs (3.18%) ; entre 1995 et 1999, 15 sont noirs (3%).

Depuis le gouvernement de Cardoso, avec l'importance que prennent les problématiques raciales, la mobilisation des parlementaires noirs est devenue aussi plus visible. Cette dynamique s'affirme avec la récente élection du candidat Lula qui a compté avec l'appui de la plupart des mouvements noirs : selon des sondages électoraux ayant pris en compte la variable raciale, la majorité des électeurs noirs ont voté pour Lula. Même si le problème de la sous-représentation désigné par Ollie reste évidente, aujourd'hui existe un « Front parlementaire de défense de l'égalité raciale qui est formé par 106 députés et sénateurs (entre noirs et non noirs) de plusieurs partis et qui est présidé par un parlementaire noir du PT. Ce parti a constitué un « Noyau de parlementaires noirs du PT » avec 6 députés et 4 sénateurs[9].

Toutefois, il faudrait ne pas oublier que les formes de participation politique des populations noires sont diverses, et nous n'allons pas trouver toujours ce mouvement à l'endroit d'une identification des électeurs avec les candidats noirs. Tout dépend des enjeux, des partis en dispute, des candidats (quelques uns plus attirantes que d'autres). Cela dépend aussi du contexte politique national, régional ou local et d'autres facteurs que nous devons croiser avec la variable raciale. En tout cas, les études sur le comportement électorale de ces populations, que vont devenir de plus en plus visibles au court terme, annoncent des beaux jours à venir au Brésil.

CONCLUSION

En Colombie, comme pour le reste de l'Amérique latine, la marque qu'a laissée l'édification d'un Etat-nation revendiqué comme métis() s'est constitué en facteur structurel des obstacles que rencontrent les projets politiques qui affirment la différence ethnico-raciale comme un axe de leurs revendications. En ce qui concerne les mouvements noirs, ces difficultés sont encore amplifiées par la nature, toujours ambiguë, de leur identification : entre intégration et exclusion[10]. Ainsi, le nouveau modèle institutionnel qui reconnaît le caractère multiculturel et pluriethnique de ces sociétés a encore beaucoup de chemin à faire, même s'il

[9] C'est justement ce Front Parlementaire, avec la participation du Sénat et la Chambre de députés du Brésil[9], qui ont organisé le « Premier rencontre des parlementaires noirs des Amériques et la Caraïbe » qui s'est déroulé entre le 23 et le 25 de novembre de 2033 à Brasilia. Entre les 300 participants (parlementaires de plusieurs pays des Amériques et La Caraïbe et représentants des organisations sociales et politiques noires) se trouvaient d'importantes figures comment l'ex-sénateur nord-américain Jesse Jackson, la député noire de Costa Rica, Epsy Campbell, le ex-sénateur brésilien Abdias Nascimento et la ministre du Secrétariat d'égalité Raciale (crée récemment), Matilde Ribeiro. Entre les participants étaient invités aussi quelques parlementaires africains.

[10] Les expériences fructueuses de la mobilisation politique indigène se sont pour leur part appuyées sur une altérité historiquement définie de manière plus explicite.

est vrai qu'il constitue un tournant particulièrement important et s'accompagne de répercussions sur les réalités politiques du pays.

Pour les mouvements noirs, leur participation électorale présente plusieurs variantes. Soit ils se lancent seuls comme dans quelques expériences en Colombie et moins souvent au Brésil, soit ils participent à l'intérieur des coalitions amples dans lesquelles ils arrivent à trouver des espaces de représentation significative. C'est le cas de l'appui des mouvements noirs à la candidature de Lula, la présence des parlementaires noirs au sein des partis de gauche et de centre et la création d'instances à niveau ministérielle sur les problématiques raciales.

Désormais pour renfoncer les statistiques sur la ségrégation, la discrimination et l'inégalité des opportunités, vont être explicités non seulement les chiffres sur l'emploi, la santé, l'éducation, le logement, les droits de l'homme et le pourcentage des populations noirs dans les prisons. En effet, la faible présence des personnes noires dans les postes d'élection ou sur les emplois de haut niveau politique dans les espaces locaux, régional, ou nationales expriment aussi la preuve de l'inégalité de chances et de participation de la population noire.

Avec la processus de visibilisation accrue de la présence noire en Amérique latine[11], nous pouvons observer un basculement vers un discours « plus noir » de la part des élus d'origine africain qui encore récemment étaient indifférents ou refusaient de parler du sujet. Dans ce contexte, nous pouvons conclure que les études sur les tendances électorales des populations noires, que celles-ci se prononcent pour des candidats noirs ou pas, sont en train de devenir nécessaires si l'on veut comprendre la dynamique politique des dits sociétés dans leur globalité.

BIBLIOGRAPHIE

Agudelo, Carlos, 1999, « Participation politique des populations noires en Colombie », *Cahiers des Amériques latines,* 30, p. 151-176.

Agudelo, Carlos, 2000, « Comportamiento electoral en poblaciones negras. Algunos elementos para el análisis », Dossier : Impactos de la Ley 70 y dinámicas políticas locales de las poblaciones afrocolombianas: Estudios de caso, Carlos Agudelo, Teodora Hurtado, Pedro Quintín y Nelly Rivas, *Documentos de trabajo, CIDSE*, 50, p. 64-140.

Agudelo, Carlos, 2002, « Populations noires et politique dans le Pacifique colombien.

[11] Visibilité influencé par phénomènes tels la Conférence de Durban contre le racisme, les politiques raciales de la Banque Mondiale et de la Banque Interaméricaine de Développement, l'activation des réseaux des mouvements noirs, l'acceptation et promotion de la part de quelques états des politiques de reconnaissance.

Paradoxes d'une inclusion ambiguë », Thèse de doctorat en Sociologie, IHEAL – Université Paris III, Paris.

Andrews, George, 1991 »O protesto politico negro em Sao Paulo », *Estudos Afo-asiaticos,* 21, p. 27-48.

Berquo, Elza et Alencastro, Luis, 1992, "A emergencia do voto negro », *Novos Estudos,* 33, p. 77-88.

Castro, Monica, 1992, "Raça et comportamento politico", *Dados,* 36, p. 469-491.

Freyre, Gilberto, 1956, "A escravidao, a monarquia e o Brasil moderno", *Revista Brasileira de Estudos Politicos",* decembre, p. 39-48.

Goldman, Marcio, 2001, « Segmentaridades e movimentos negros nas eleiçoes de Ilhéus » *Mana,* 7, p. 57-93.

Guimaraes, Antonio S, 2001, "A questao racial na politica brasileira", *Tempo Social,* novembre, p. 121-142.

Helg, Aline, 1984, *Civiliser le peuple et former les élites. L'education en Colombie 1918 - 1957*, Paris, L'Harmattan.

Johnson, Ollie, 2000, « Representaçao racial e politica no Brasil : parlamentares negros no Congreso Nacional (1983-99)", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs,* 40, p. 48-65.

Lamounier, Bolivar, 1968, « Raça et classe na politica brasileira », *Cadernos Brasileiros,* 47, p. 39-50.

Registraduria, Plusieurs années : Estadísticas electorales de los archivos y boletines de resultados electorales. Bogotá: Registraduría Nacional de Estado Civil.

Silva, Nelson et Soares, Glaucio, 1985, « O charme discreto do socialismo moreno », *Dados,* 28, p. 253-273.

Souza, Amaury, 1971, "Raça e politica no Brasil urbano", *Revista de Administraçao de Empresas",* octobre-decembre, p. 61-70.

Whitten Jr. , Norman, 1992, *Pioneros negros. La cultura afro-latinoamericana del Ecuador y de Colombia*, Quito, Centro cultural afro-ecuatoriano.